

Cancer de l'armement

À l'exception d'une vingtaine de pays qui ont supprimé leur armée, le reste du monde crève de dépenses militaires sans précédent. Les batailles rangées sont l'exception depuis que crachent les canons, raseurs de châteaux féodaux. Or, l'exemple de Gaza exhume les abattoirs de masse.

Depuis l'âge du bronze coulé, les catastrophiques fabriques d'armes dépendent de l'approvisionnement en minerais. Le tragique modèle actuel de confection de semi-conducteurs (puces, dont le plus gros producteur est Taïwan) exhibe une géopolitique provocante des terres rares : Pékin n'a-t-il pas annoncé annexer Formose avant le centenaire de 2049 ?

La formation des tueurs spécialistes nécessite plusieurs années, ce qui peut expliquer la suspension de l'armée de conscription, trop onéreuse, au vu des ruineuses spéculations dans les engins de guerre du III^e millénaire. Le Rafale, mis en service en 2002, coûte 70 millions d'euros. Le Mirage 2000, en 1984 n'en valait que 30 (hors kérosène, entretien et réparations).

En 2022, la Pologne a annoncé l'achat de 1 000 chars modernes pour dissuader l'agresseur russe. La majorité de cette acquisition a été réalisée auprès de la Corée du Sud, l'industrie européenne étant incapable de fournir rapidement de telles quantités d'armement.

Le commerce des armes étale sa corruption sur trois marchés. Le « blanc » ou légal, sanctionné par un Certificat d'Utilisateur Final. Ouvertement, ce CUF trace l'origine, la destination et les quantités vendues. Le « gris », reflet de transactions entre un acteur blanc et un autre noir (ex. : l'entretien de l'arsenal américain de l'Iran après la chute du Shah a été fait discrètement par Israël). Le « noir » ou illégal, concerne surtout du matériel militaire de seconde main (20 % des armes en circulation profitent aux trafiquants alimentés par des criminels en uniformes). Le GIAT, devenu Nexter, jouait sur les trois tableaux. But : garantir la viabilité financière de sa mortelle production.

Le maintien opérationnel d'avions, navires et chars s'avère de plus en plus dispendieux (au vu du manque de pièces détachées qui ne sont plus produites).

Le fiasco du char Leclerc, le plus moderne du monde : conçu en 1970, il n'a été opérationnel qu'en 1990. La commande de l'armée a été réduite de 1 500 à 400 exemplaires, livrés entre 2000 et 2008 (15 millions d'euros l'unité). Un seul client étranger, les EAU pour 388 chars vendus à perte. Certains sont stockés et cannibalisés pour fournir les milliers d'éléments nécessaires au fonctionnement de blindés.

La foutaise des traités de limitation de tel ou tel type d'armes, jamais appliqués ni respectés, remonterait à la Convention de Saint-Germain-en-Laye (1919) sur le commerce des armes. La SDN, par le traité naval de Washington (1922), voulait réguler la course aux armements sur mer : États-Unis, Royaume-Uni, France, Italie et Japon lançaient au même moment d'importants chantiers navals militaires. Le protocole de Genève (1925) interdit l'utilisation des armes chimiques : un échec total rétrospectivement ! La prohibition des armes biologiques (1972) est restée inefficace : les États disent l'avoir fait, la pratique le dément. Quant au Traité d'interdiction complète (TICE 1996), après plus de 2 000 essais nucléaires, il n'est toujours pas entré en vigueur. Il en est de même pour le TNP (1968) : les armes atomiques prolifèrent toujours. Le TIAN (2017) a une portée très symbolique, aucun pays nucléaire n'y ayant renoncé. L'Iran, signataire, développe depuis des années son programme pour la Bombe. La Convention d'Ottawa (1997) interdisait les mines antipersonnel : les millions de ces engins dispersés sur la planète sont un danger longtemps après les conflits. Les armes à sous-munitions (Convention de 2008) ont été largement utilisées en Ukraine par les deux belligérants...

Les embargos sur les matériels technologiques de pointe, par exemple contre la Chine, se voient contournés chaque jour. Les organismes de contrôle des États étalent leur impuissance face à la corruption, gangrène des militaro-industriels.

Grâce au SIPRI, les Bases industrielles et technologiques de défense (BITD) identifient les entreprises les plus criminelles (*cf.* tableau).

La Turquie, militarisée depuis 1922 par Mustafa Kemal Pacha, a annexé Chypre Nord en 1974 et subi en représailles un embargo américain sur les armes. Elle a donc développé sa propre industrie, qui produit 75 % de ses équipements et 90 % de ses munitions. Elle se spécialise sur les drones, testés contre les Kurdes. Le Qatar et l'Azerbaïdjan ont beaucoup investis dans les usines d'armes turques.

La Corée du Sud a une BITD performante depuis la partition de la péninsule en 1945. Elle a fourni à la Pologne, outre des chars, 700 obusiers automoteurs et 300 lance-roquettes multiples. Elle est capable de produire de grandes quantités de matériel à un prix abordable. Elle a approvisionné l'Ukraine de 400 000 obus d'artillerie dans des délais ultra courts en 2023, se substituant à l'Europe en rupture de stocks. Partenaire privilégié de Washington face à la Chine, Elle équipe les armées finlandaises, estoniennes et norvégiennes avec l'obusier automoteur K9 du groupe Hanwa.

Israël fait la guerre depuis 1947. La grande majorité de ses importations d'armes proviennent de Washington et Berlin. L'importance colossale du budget de Tsahal pour 10 millions d'habitants a autorisé une filière de production locale et une expertise explosive.

L'Afrique du Sud, depuis la chute du régime d'apartheid, a montré l'exemple d'une baisse rapide des dépenses militaires. Sa production locale « testée au combat » était adaptée aux milieux rustiques. **L'absence de menaces internes et externes crédibles** a permis de diviser par deux le budget de l'armée entre 1989 et 1996. En 2020, les salariés de l'armement avaient été licenciés à 90 %, majorant d'autant les aides sociales aux plus démunis.

L'armée française a une logique d'arsenal, pour répondre aux illusoires besoins de généraux froussards. Elle fait passer au second plan l'exportation de matériels compétitifs. Les entreprises du secteur sont guidées par des impératifs commerciaux, afin de s'octroyer des marchés à tout prix. L'État reste leur actionnaire direct ou indirect : il détient 100 % de Nexter, 60 % de Naval Group, une part de Dassault Aviation... Qualifiée d'armée « bonzaï », l'état-major, depuis l'humiliation de la crise de Suez (1956), parie sur l'exhaustivité ponctuelle au détriment de l'épaisseur : défense anti-aérienne, génie, cavalerie lourde, artillerie, logistique sont quasi en sommeil. Le gros du budget part en fumée pour la dissuasion nucléaire. Les vecteurs (missiles balistiques ou de croisière, obus, torpilles) et les porteurs (sous-marins, avions) pour mettre en œuvre la dissuasion du « *je te tiens tu me tiens par la barbichette* » s'avèrent aussi fous qu'inutiles. La France s'est, malgré tout, dotée en chars, blindés, hélicoptères de combat, artillerie et chasseurs bombardiers, pour la vitrine des opérations extérieures : paras, légionnaires et troupes de marine, baignés des traditions coloniales, se font humilier malgré leurs massacres aveugles.

La Russie est en pointe sur les missiles ou planeurs hypersoniques dépassant les 6 000 km/h. Ils voyagent dans les strates inférieures de l'espace. Se déplacent à plus de 100 km/h par minute et peuvent changer de trajectoire. Donc difficiles à intercepter. Ce qui n'est pas le cas des missiles balistiques intercontinentaux, qui plus rapides (23 fois la vitesse du son) restent peu agiles et plus aisés à détruire en vol. Le développement des armes hypersoniques suppose d'énormes ressources financières et technologiques (alliages spéciaux et composants résistants à +1 700° C).

Les systèmes de drones automatisés et autonomisés, multiplient leurs applications guerrières. L'espace (satellites tueurs), le fonds des océans (destruction de

câbles de communication, gazoducs...), la cybernétique (cryptage, brouillage, intox) deviennent cruciaux.

Une nouvelle génération d'instruments de navigation terre-air-mer, fait l'objet de recherches, ainsi que des capteurs plus précis pour détecter la moindre variation dans le champs électrique ou magnétique, liée aux mouvements des adversaires imaginaires. Les armes à énergie dirigée ou électromagnétique, les nouveaux explosifs, les lasers, peuvent révolutionner l'artillerie. Les brevets chinois dans les technologies quantiques sont cinq fois plus nombreux que ceux des américains. Dans cette bulle de la course à la mort, fort heureusement pour les civils, quantité ne rime pas avec qualité.

Albertine Louvrier